



## Alors que le pétrole coule à flots. Libye: le chaos en héritage

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«*We came, we saw, he died.*» «*Je suis venu, j'ai vu, il est mort*»,

*Exclamation d'Hillary Clinton parodiant César «Veni, Vidi, Vici» venue en Libye après la mort d'El Gueddafi.*

Le 29 et le 30 mai s'est tenue à Paris une énième conférence pour ramener le calme et la sérénité en Libye. On sait que depuis l'attaque en 2011 par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis de la Libye, un chaos suivit la révolution de 2011, la Libye s'enfonce dans une spirale destructrice ayant des conséquences en Afrique du Nord, dans le Sahel et toute la Méditerranée. Le conflit a fait près de 30 000 victimes. Naturellement, on ne parle pas de ceux qui ont créé le chaos, à savoir les deux acolytes dans les mauvais coups qu'ont été dans l'histoire l'Angleterre et la France et ceci depuis plus de 160 ans.

L'impunité de ces producteurs de chaos n'est pas pour demain. Au contraire, d'une façon tout à fait hypocrite et non dénuée d'intérêt on s'apitoie sur le sort du peuple libyen auquel on a laissé en prime la mise en place de Daesh et consorts qui se sont repliés à partir de la Syrie. Des seigneurs de la guerre se partagent les puits de pétrole et contrôlent parfois des portions entières de territoire et se livrent au trafic de drogue, d'armes et de migrants.

On sait que tout est affaire de pétrole et Total à titre d'exemple est présente en force en Libye. N'est-ce pas Abdeljallil, l'ancien président du Conseil national de transition qui a promis la priorité des puits à la France et au Royaume-Uni. Nous lisons : «En tant que musulmans croyants, nous sommes reconnaissants de leurs efforts et ils seront prioritaires».

«Grâce à leur action décisive lit-on sur la tribune décisive dans l'intervention de l'Otan contre les troupes du colonel Kadhafi, la France et le Royaume-Uni ont été les premiers pays à avoir l'honneur d'être reçus, jeudi, dans la Libye - presque- libérée. La visite triomphante de Nicolas Sarkozy et du Premier ministre David Cameron s'est déroulée comme prévu: bain de foule sur la place Tahrir de Benghazi -idéal pour les journaux télévisés de 20h-, soutien appuyé au Conseil de transition (CNT) pour l'instauration de la démocratie, appels à «terminer le travail» (l'expression est de Nicolas Sarkozy) pour capturer le colonel Kadhafi en fuite.» (1).

Cette expression de capture comme si cela était un animal sauvage nous rappelle par ce

texte suivant lu avec décalage nous montre les certitudes des vainqueurs qui ont à leur façon imité Paul Bremer installé par Bush fils comme vice roi d'Irak le jour où Saddam Hussein fut arrêté, il n'eut qu'un mot : « *Ladies and gentlemen, We got him.* » « Mesdames et messieurs nous l'avons eu » Saddam Hussein sera pendu le 30 décembre 2006. Kadhafi connaîtra un sort plus atroce et un jour la vérité éclatera sur le déroulement de cet assassinat. Le rôle trouble de Bernard Henry Levy sera alors connu. Nous saurons enfin, pourquoi son acharnement, en doublant même Juppé, qui lui, a quand même arraché aux Nations Unies la fameuse résolution, le sésame interprété par la France, la Grande Bretagne et les Etats Unis comme un permis de tuer ce qui a précipité la chute du régime libyen et l'assassinat de son leader.

La Libye, un État failli livré aux seigneurs de la guerre?

Comme l'Irak, comme l'Afghanistan à qui on a infligé la démocratie aéroportées, ont connu e chaos La Lybie serait une zone grise à l'instar de la Somalie, gouvernée par des factions rivales tribales dont le moteur serait le pétrole. Pour Saïd Haddad: «En déclarant, le 29 octobre 2014, que la »Libye était très proche du point de non-retour », Bernardino León, représentant spécial des Nations unies en Libye et chef de la Mission des Nations unies en Libye (UnsmiL) depuis le 1er septembre, résume l'inquiétude de la communauté internationale quant à la situation dans ce pays et à son devenir. La crainte de voir au sein de l'espace sahélo-maghrébin un État failli aux conséquences déstabilisatrices s'est accrue avec l'intensification des violences depuis l'été 2014. (...) Un État failli ou défaillant (failed state)<sup>1</sup> peut être défini comme un État «qui ne peut plus remplir ses fonctions essentielles, et spécialement assurer la sécurité physique de sa population. Il en résulte non seulement des troubles, internes, mais des prolongements extérieurs - intervention des voisins, afflux massif des réfugiés».(2)

« En effet, un bras de fer est engagé par le chef de la milice Petroleum Facilities Guard, chargée de protéger les installations et les sites pétroliers, avec le pouvoir de Tripoli. Ce bras de fer illustre l'imbrication des revendications fédéralistes, de la question pétrolière et celle des milices. (...) Le blocage par les autonomistes des sites pétroliers de Ras Lanouf, Brega, al-Sider, et Zuitena connaît un tournant avec la tentative de mise en oeuvre de la menace d'exporter le pétrole libyen au seul profit de la Cyrénaïque: le 8 mars 2014, un pétrolier battant pavillon nord-coréen (le Morning Glory) est autorisé à s'amarrer dans le port d'al-Sider afin de charger une cargaison de pétrole. L'annonce de ce chargement par la voix du chef du Bureau exécutif de la Cyrénaïque, Abd Abou al-Barassi, entraîne une réaction vigoureuse des autorités de Tripoli qui dénoncent un «acte de piraterie», «une atteinte à la souveraineté nationale» et dépêchent des forces armées, issues de l'armée régulière et de la milice Bouclier de Libye de Misrata, afin de mettre un terme à ce chargement illégal (Panapress, AFP, 10/3/2014). L'arraisonnement du pétrolier dont la valeur de la cargaison est estimée à 30 millions de dollars par la Marine américaine dans les eaux internationales, le 17 mars 2014 est un échec pour les fédéralistes dans leur tentative d'exporter le brut libyen. Et ce d'autant plus que l'ONU condamne toute tentative d'exportation illégale de pétrole libyen en adoptant une résolution, le 19 mars 2014, autorisant les États membres de l'ONU à inspecter les navires suspects de s'adonner à de tels trafics, qui auraient été désignés par les autorités libyennes». (2)

La Libye implose, mais le pétrole coule toujours

On le voit chacun faction a compris que le nerf de la guerre est le pétrole. Tout sera fait

pour s'en emparer . Les Libyens continuent à se déchirer, à mourir, mais le pétrole coule toujours. La production et l'exportation du pétrole, continuent et en 2017, malgré la guerre, près de 13 milliards de dollars sont rentrés dans les caisses de la Banque central libyenne qui a for à faire pour maintenir un semblant de budget entre les deux pouvoirs celui de Tripoli et celui de Benghazi.

Sous la plume de Mathier Galtier nous lisons: «Alors que le pays reste englué dans une crise politique inextricable, le secteur pétrolier connaît une nette embellie. Mais la gestion des revenus qu'il génère obéit à des règles complexes. Explication: décidément, «de la Libye vient toujours quelque chose de nouveau», selon le mot d'Aristote. Alors que le pays n'arrive pas à se dépêtrer des multiples conflits de basse intensité qui minent son intégrité, la production de pétrole a atteint son plus haut niveau depuis 2014, avec 885 000 barils par jour à la mi-juin» (3).

«Fort de ce bon résultat - la production peinait à dépasser les 200 000 barils en 2016 -, Mustafa Sanalla, le président de la Compagnie nationale du pétrole (NOC), basée à Tripoli et qui gère la production d'or noir, a annoncé un plan ambitieux: 1,32 million de barils journaliers d'ici à la fin de l'année, 1,5 million fin 2018 et 2,2 millions en 2023. Avant la révolution, la production se situait autour de 1,6 million de barils. Derrière ces objectifs optimistes émerge la figure du maréchal Khalifa Haftar. Depuis le 13 septembre, le bras armé du gouvernement non reconnu d'El-Beida, en Cyrénaïque, dans l'est du pays, a pris le contrôle du croissant pétrolier, dans le golfe de Syrte, au centre de la côte libyenne. C'est là que se trouvent les principaux terminaux pétroliers - Ras Lanouf, Essider et Brega -, par où transite environ 60% du brut libyen. Auparavant, cette zone stratégique était entre les mains des hommes d'Ibrahim Jadhra, qui pendant longtemps a mené une politique de fermeture des vannes pour peser dans le jeu politique. Khalifa Haftar a, lui, immédiatement autorisé le retour des exportations: la production a rapidement doublé, passant de 400 000 à 600 000 barils par jour. Sachant que ses hommes, unis sous la bannière de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL), protègent également les champs pétroliers de l'Est, Khalifa Haftar pourrait se présenter comme le roi du pétrole en Libye.» (3)

«La communauté internationale ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Bien que s'opposant au gouvernement d'union nationale de Fayez el-Sarraj basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, Haftar n'est plus considéré comme un obstacle à un règlement politique, mais comme un acteur incontournable. La feuille de route du nouveau chef de la mission de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, prévoit d'ailleurs qu'il discute avec l'ancien général de Kadhafi pour parvenir à un accord politique. Sauf que, dans un pays si morcelé, le roi d'un jour peut rapidement se retrouver déchu.» (3)

«Le Représentant spécial de l'ONU, Ghassan Salamé, a rappelé qu'une Conférence nationale' avait été lancée en avril, afin de permettre à tous les Libyens de s'exprimer sur des solutions à la crise que traverse le pays. Jusqu'à présent, des discussions ont été organisées dans 27 endroits différents, attirant des milliers de participants. Selon M. Salamé, des Libyens de tout bords politiques et secteurs de la société ont participé à cette conversation politique, «beaucoup pour la première fois, et avec un enthousiasme qu'on ne pouvait pas prévoir». Une fois que ces réunions seront terminées fin juin, les résultats seront recueillis et partagés lors d'un événement spécial. (...) Le Représentant spécial a enfin indiqué que les opinions divergent de manière notable en ce qui concerne l'actuel projet de Constitution, certains souhaitant procéder directement au référendum, tandis que d'autres réclament des amendements, le retour à une Constitution préalable, ou des garanties.» (4)

## Libye: les enjeux de la conférence de Paris

Il faut le dire, la conférence de Paris, la deuxième pour la France en moins d'un an est mal vue par plusieurs pays dont l'Italie (il ne faut jamais oublier que la Libye anciennement colonisée par l'Italie est plutôt italophone et on comprend l'Italie qui se fait «déposséder» d'une façon symbolique de son ancien pré carré cela veut dire que l'ENI est toujours présente en Libye pays riche en pétrole, 50 milliards de barils (4 fois les réserves algériennes), riche en gaz de schiste. Il est donc évident que les Américains ne vont pas se laisser faire, ni les Anglais. En ce qui concerne les voisins de la Libye, plusieurs rencontres ont eu lieu à l'initiative de l'Algérie et d'autres pays comme l'Égypte... La sollicitude de la France n'est pas de ce fait dénuée d'arrière-pensées. Elle invoque le terrorisme qu'elle a fait fructifier avec le Royaume-Uni, les migrants, mais de fait ce sont les contrats pour Total à qui on aurait promis dans l'euphorie de la chute de Kadhafi 1/3 des réserves libyennes. Le président français Emmanuel Macron, est très impliqué dans le règlement de la crise libyenne depuis son arrivée au pouvoir il y a tout juste un an. Peu lui importe en réalité le sort des Libyens est que la France ne soit pas envahi par les migrants et que Total puisse faire de bonnes affaires.

«Emmanuel Macron, écrit Walid Abdelbari, a aussi bien pris le soin d'inviter un large éventail d'acteurs impliqués dans le dossier, à savoir les pays voisins (Algérie, Égypte, Tunisie, Tchad), l'Italie, les 5 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni et France) ainsi que des pays comme les Émirats, le Qatar, le Koweït, la Turquie et le Maroc où le premier accord politique de sortie de crise avait été signé en 2015. L'Algérie, même si elle voit d'un mauvais oeil la participation du Maroc -un pays qui ne fait pas partie des voisins de la Libye- sera représentée par le Premier ministre Ahmed Ouyahia.» (5)

«L'Union africaine, l'Union européenne et la Ligue arabe ont également été invitées. Tout comme le président congolais Denis Sassou-Nguesso, à la tête du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye. L'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, auteur d'un plan d'action pour une sortie de crise, validé en octobre 2017 par le Conseil de sécurité de l'ONU, sera aussi présent. (...) Le grand défi pour mettre en oeuvre ce plan d'action est sans doute la formation d'un consensus national dans un espace politique extrêmement fragmenté où les acteurs locaux, le plus souvent tribaux, détiennent la réalité du pouvoir dans les villes et les régions. (...) Dans un tel paysage politique, les désaccords ne peuvent être que nombreux. Le plus grand d'entre eux est celui portant sur la future Constitution libyenne. L'avant-projet de Constitution adopté par une petite Assemblée constituante en août 2017 avait fait l'objet de nombreux désaccords qui portaient sur le type de système politique (système fédéral ou unitaire)». (5)

## Les réticences justifiées de l'Algérie

Il est connu que de plus en plus les pays occidentaux du Conseil de Sécurité font fi du rôle des Nations Unies. Tout se passe comme si c'était eux qui gouvernaient le monde, décidaient du bien et du mal, punissaient les récalcitrants et torpillaient toutes les opportunités de résolution des conflits qui n'ont pas leur aval. A titre d'exemple, pourquoi l'Algérie qui partage avec La Libye plus de 1000 km, qui connaît les belligérants, qui les a invités, n'arrive pas à s'imposer comme une voix incontournable. Pourquoi sa contribution est-elle diluée au sein d'une vingtaine d'autres nations. Ses nombreuses interventions pour une solution inter-libyenne sont chaque fois torpillées.

Pourtant, lit-on sur la contribution de Walid Abdelbari :

«L'Algérie a accueilli pratiquement tous les belligérants de la crise, y compris le chef du gouvernement Fayez Al Sarraj et le maréchal Haftar. Elle plaide aussi, tout comme Ghassan Salamé, pour l'inclusion des différents groupes armés dans le processus de paix, à part ceux considérés par l'ONU comme étant des groupes terroristes. L'Égypte pour sa part tente de faciliter l'unification des forces armées libyennes en accueillant une médiation entre officiers de l'est et de l'ouest de la Libye. Les ministres des Affaires étrangères des trois pays voisins (Algérie, Égypte, Tunisie) réunis à Alger le lundi 21 mai, tout en appelant les parties libyennes à «davantage de concessions» pour accélérer la mise en oeuvre du plan de sortie de crise de l'ONU, ont rejeté «toute forme d'ingérence étrangère en Libye». Qui cela vise-t-il? Cela montre-t-il que les pays voisins contestent la légitimité de certains pays à participer au règlement de la crise libyenne? Ou qu'il y a désaccords sur la façon de procéder de certains? L'Algérie qui a très tôt déployé des efforts de médiation en direction des parties libyennes a été quelque peu court-circuitée en 2015 lorsque les accords inter-libyens ont été signés à Skhirat au Maroc.» (5)

La France mise sur le général Haftar

Il semble en effet que le général ( maréchal ?) Haftar ancien compagnon de Kadhafi lors du renversement de la monarchie, avec le commandant Jalloud autre homme fort qui a disparu, commence à être considéré comme un partenaire crédible par les Occidentaux, en premier lieu les Etats-Unis où le général a séjourné une vingtaine d'années après son départ de Libye. Le général Haftar est rentré d'un long séjour en France pour se soigner ; Forcément cela créé des liens On comprend que la France penche pour lui bien que c'est le gouvernement de son adversaire Fayez al-Sarraj qui est reconnu par la communauté internationale. Même les Emirats arabes unis le ravitaillent en drones ce qui permet l'offensive menée par l'Armée nationale libyenne, pour reprendre Derna, est en ce moment dirigée contre Derna.

On sait que contrairement à son prédécesseur qui a organisé le chaos Emmanuel Macron avait tenté de reprendre la main en invitant le maréchal Haftar et son rival Fayez al-Sarraj à signer une déclaration les enjoignant d'organiser des élections le plus rapidement possible. Une autre critique à l'approche française pointe la méthode de traiter avec des personnalités qui ne représentent pas forcément un consensus émanant des composantes de la société libyenne. D'autant plus que si le calcul de Paris est de miser, dès à présent, sur la partie libyenne la plus forte, le maréchal Haftar en l'occurrence, pour ensuite pouvoir bénéficier d'un accès privilégié aux contrats de reconstruction de la Libye, et surtout à ses ressources pétrolières, alors il y a de quoi être sceptique. (...) Car au final, au-delà des luttes d'influence, ce qui compte vraiment est que le peuple libyen, dont 2,5 millions de ses citoyens sont déjà inscrits sur les listes électorales, puisse peser sur les destinées de son pays et enfin tourner l'une des pages les plus sombres de son histoire» (5).

C'est dire si la situation est complexe et que la situation ne peut être imposée de l'extérieur, même si la réunion de Paris a aboutit à un accord non signé sur l'organisation d'élections législatives le 10 décembre prochain. *Wait and see*, mais le peuple libyen continuera toujours à tenter de survivre, le pétrole cet excrément du diable selon le bon mot de Hugo Chavez continuera longtemps à être à la base de tous les conflits actuels. Ainsi va le monde.

Notes

1.

<https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110915trib000649553/l-opportune-visite-d-e-nicolas-sarkozy-en-libye.html>

2.Saïd Haddad <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/2588#ftn3>

3.Mathieu Galtier

<http://www.jeuneafrique.com/mag/453014/economie/a-profite-largent-petrole-produit-libye/>

4.<https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014642> 21 mai 2018

5.Walid Abdelbari <https://www.t837928.com/libye-les-enjeux-de-la-conference-de-paris/>

Article de référence [http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses\\_du\\_professeur\\_chitour/293510-libye-le-chaos-en-heritage.html](http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/293510-libye-le-chaos-en-heritage.html)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2018

---

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)